



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

A/43/304  
S/20270

15 novembre 1988

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE

Quarante-troisième session

Points 72, 129, 133 et 136 de

l'ordre du jour

EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA

DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT

DE LA SECURITE INTERNATIONALE

REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS

ENTRE ETATS

RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR

L'ELABORATION D'UNE CONVENTION

INTERNATIONALE CONTRE LE RECRUTEMENT,

L'UTILISATION, LE FINANCEMENT ET

L'INSTRUCTION DE MERCENAIRES

DEVELOPPEMENT ET RENFORCEMENT DU

BON VOISINAGE ENTRE ETATS

CONSEIL DE SECURITE

Quarante-troisième année

Lettre datée du 11 novembre 1988, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent de l'Afghanistan auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint copie de la déclaration intitulée "Initiatives de paix globales", prononcée par le Président Najibullah lors d'une séance commune de la Chambre des représentants et du Sénat, le 29 octobre 1988 (voir l'annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 72, 129, 133 et 136 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Shah Mohammad DOST

ANNEXE

Déclaration intitulée "Initiatives de paix globales", prononcée  
par le Président Najibullah à l'occasion d'une séance commune de  
la Chambre des représentants et du Sénat, le 29 octobre 1988

Au nom d'Allah, le Clément, le Miséricordieux,

Membres de l'Assemblée nationale,  
Représentants légitimes du peuple afghan,

J' suis heureux de rencontrer les membres de cette Assemblée nationale de la République d'Afghanistan, en ces circonstances délicates et critiques. J'espère que notre réunion, tenue à un moment où le Gouvernement, le Parlement et le peuple afghans sont confrontés à une situation dure et complexe, sera efficace et fructueuse et permettra d'élaborer des mesures fermes et pratiques pour surmonter les difficultés et rétablir la paix et la sécurité dans tout le pays.

La deuxième session de l'Assemblée nationale, qui est sur le point de s'achever, a adopté certaines décisions nécessaires pour étendre et renforcer la légalité et la démocratie dans le pays. On peut dire avec certitude que le peuple attend davantage encore des estimables membres de l'Assemblée nationale.

Dix années de guerre ont infligé des pertes et des dommages considérables au malheureux peuple de notre pays. La politique adoptée, c'est-à-dire la politique de réconciliation nationale, représente la seule possibilité de mettre un terme à la guerre dévastatrice et aux effusions de sang dans le pays.

La Constitution afghane est une constitution de réconciliation nationale et le parlement du pays, qui est issu des dispositions de cette constitution, est lui aussi un parlement de réconciliation nationale, un parlement qui reflète les intérêts de la population. C'est ainsi que nous concevons notre parlement. La mission nationale et historique du Parlement est de régler le problème le plus important de notre société : celui de la guerre et de la paix. Il est certain que le parlement actuel peut jouer son rôle vital et fondamental en permettant d'atteindre cet objectif national et en concrétisant l'aspiration historique du peuple de voir s'instaurer la paix et la sécurité dans le pays.

L'Assemblée nationale, composée de sénateurs et de représentants, a fait naître l'espoir que ses membres pouvaient contribuer au renforcement du pouvoir de l'Etat et à la solution des problèmes pressants et aigus du pays.

Honorables représentants,

Il est indispensable de bien comprendre les conditions dans lesquelles nous vivons. N'existe-t-il pas une situation militaire difficile et complexe dans le pays? C'est le devoir du Président d'expliquer au peuple les faits relatifs à la situation du pays et son évolution probable.

Je saisis cette occasion pour m'adresser depuis cette tribune, lieu de réunion des représentants du peuple afghan, à tous les compatriotes, qu'ils vivent dans le pays ou à l'extérieur, et leur dire que j'ai pleinement confiance en leur sagesse et en leur patriotisme et que le sort de la paix et de la sécurité de l'Afghanistan déchiré par la guerre est entre leurs mains.

Dans le but de poursuivre l'application de la politique de réconciliation nationale et d'aboutir à de nouveaux compromis, le Gouvernement de la République d'Afghanistan a fait de nouvelles propositions pour assurer la paix et la sécurité, compte tenu des intérêts les plus élevés du peuple et de la patrie. Je suis persuadé que ces nouvelles initiatives de la République d'Afghanistan favoriseront la réalisation du programme de paix, afin qu'un terrain d'entente puisse être trouvé entre le Gouvernement et l'opposition.

Vingt-deux mois se sont écoulés depuis la proclamation de la politique d'accord national. C'est du passé que l'on peut tirer les meilleurs enseignements pour l'avenir. L'expérience nous a appris qu'il fallait agir selon les exigences de la réalité et des conditions objectives. Aussi, en dépit de toutes les difficultés et obstacles rencontrés sur la voie du triomphe de l'accord national, avons-nous fait une partie du chemin. Nous sommes en droit de présent de demander à l'opposition, si elle veut réellement la paix et la fin des effusions de sang, d'accepter les faits et de parcourir l'autre moitié du chemin.

La politique de réconciliation nationale a ouvert de nouvelles perspectives de normaliser la situation aux alentours de l'Afghanistan et de mettre fin aux conflits et aux affrontements de forces. En élaborant le cadre législatif de cette politique, de nombreuses mesures et décisions ont été adoptées dans la pratique. Ici, je voudrais signaler une fois de plus quelles mesures ont été prises à cet égard : libération de 16 000 prisonniers politiques, décret relatif à la restitution des biens des rapatriés, amnistie générale, élaboration de nouveaux principes concernant la gestion des ressources en eau et l'administration de la réforme agraire en tenant compte des besoins des propriétaires terriens moyens et grands, approbation de la législation sur la création et l'activité des partis politiques, adoption de la constitution du pays, organisation d'élections à l'Assemblée nationale et aux organes locaux du pouvoir et de l'administration de l'Etat, constitution d'un gouvernement de coalition comme premier pas vers une coalition plus large comportant des représentants de trois autres partis politiques et des membres des régimes antérieurs, élimination du monopole du pouvoir, invitation à entamer un dialogue et des négociations adressée à tous les partis et organisations d'opposition, etc. Telles sont les mesures pratiques prises par le Gouvernement afghan. Nous sommes prêts à continuer et à écouter toutes les propositions de l'autre partie.

Parallèlement aux mesures pratiques prises à l'intérieur du pays, le Gouvernement de la République d'Afghanistan a, conformément à la politique d'accord national, adopté une position plus souple et plus réaliste dans le domaine international. La signature des accords de Genève est, en fait, l'aboutissement logique de cette politique.

Après la signature des accords de Genève, notre peuple attendait avec impatience la normalisation urgente de la situation aux alentours de l'Afghanistan. Depuis la signature des accords de Genève, le peuple afghan et l'opinion publique mondiale ont acquis la certitude que la République d'Afghanistan et l'Union soviétique se conformaient honnêtement aux accords de Genève et les respectaient dans la pratique. Nul n'ignore que le contingent militaire soviétique limité a quitté les 26 provinces du pays et est rentré en Union soviétique. Les Gouvernements du Pakistan et des Etats-Unis ont non seulement violé les accords mais ont intensifié la guerre par des immixtions répétées et flagrantes dans notre pays.

Voyons à présent quelle est la proposition de l'opposition armée pour le peuple afghan. Les dirigeants des extrémistes n'ont pas jusqu'à présent soumis de propositions constructives pour que cessent les effusions de sang. Ce qu'ils veulent, c'est s'emparer du pouvoir politique. D'ici là, chaque chef de bande de l'opposition rêve de prendre les rênes du pouvoir. Pour cela, ils sont résolus à assurer la victoire de leurs intérêts égoïstes par la guerre, une guerre dans laquelle le peuple de notre pays se consume depuis 10 ans.

Les dirigeants de l'opposition prétendaient auparavant que, si les troupes soviétiques se retiraient d'Afghanistan, la paix serait rétablie. Il s'avère en fait que, malgré la signature des accords de Genève et le retrait des troupes soviétiques, non seulement les effusions de sang n'ont pas cessé, mais ont pris de l'ampleur. Si la guerre ne prend pas fin et si la paix n'est pas rétablie après le retrait des troupes soviétiques, cela signifie que la présence de ces troupes n'était pas la cause de la guerre et du conflit. La principale cause, en fait, est que l'opposition armée est encouragée par les autorités pakistanaises, qui veulent attiser la guerre dans notre pays et imposer aux Afghans un régime fantoche asservi aux milieux dirigeants pakistanais, mettant les intérêts du peuple afghan au service du Pakistan.

Certains milieux d'opposition à l'extérieur du pays - en Europe et aux Etats-Unis - prétendent qu'après le départ des troupes soviétiques de l'Afghanistan, si le PDPA et le Gouvernement afghan renoncent au pouvoir politique, la paix et la sécurité seront rétablies en Afghanistan. Or, on sait à quels affrontements se livrent les groupes d'opposition armés dans les secteurs évacués par l'Etat ou les régions d'où les forces armées se sont retirées. Les habitants de ces provinces et de ces régions vivent dans la misère et leurs enfants sont, chaque jour, victimes des luttes entre groupes rivaux.

Actuellement, les groupes d'opposition armés se partagent une partie de la ville de Taluqan, où les actes de pillage se poursuivent. La situation est identique à Bamyan et à Kunar. Des milliers de personnes appartenant à l'opposition ont été tuées au cours d'accrochages internes depuis le départ des troupes soviétiques d'Afghanistan. L'opposition n'a par contre annoncé aucun programme de développement socio-économique pour le peuple afghan. Hier, elle déclarait la "Jihad" contre les troupes soviétiques, puis elle a prétendu la mener contre le Gouvernement afghan; elle se livre maintenant à une "Jihad" intestine.

Les extrémistes refusent catégoriquement que les forces nationales aient leur mot à dire en matière de souveraineté nationale. Comment peuvent-ils, dans ces conditions, garantir la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale du pays?

A quoi nos ancêtres consacraient-ils leur vie? N'ont-ils pas lutté tout au long de l'histoire pour préserver l'indépendance d'un Etat central et le consolider? Un pays qui a été divisé en plusieurs parties ne peut prétendre à une liberté et une souveraineté véritables. Les extrémistes de notre pays ont pour objectif le démembrement économique et politique de l'Afghanistan et favorisent les ingérences de forces étrangères.

Les ennemis veulent porter atteinte au caractère national des Afghans et affaiblir leur esprit national et patriotique. Notre peuple sait pour qui il doit voter : pour ceux qui ont détruit Kunduz et Takhar ou pour ceux qui veulent que les Afghans vivent dans l'honneur et la dignité. Les ennemis de l'Afghanistan ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour intensifier la guerre psychologique contre les Afghans afin d'humilier notre nation.

Nous sommes là pour empêcher ces manœuvres et ces intrigues. Les extrémistes sont décidés à mettre en œuvre leurs plans humiliants. S'ils insultent et humilient l'Afghanistan, ils s'insultent et s'humilient eux-mêmes. Certaines sociétés cinématographiques, sous des noms divers, tournent des films présentant les Afghans à l'opinion mondiale comme un peuple non civilisé, manquant de courage et de dignité. Et pourtant, les Afghans ont la force et la sagesse de préserver leur identité propre dans le monde contemporain et de préparer l'avenir, en dépit de toutes les épreuves et difficultés et des intrigues de l'ennemi.

Prenez le problème des missiles sol-sol. On comprend facilement quels sombres desseins sont à l'origine de tous ces missiles. On veut provoquer et intimider la population, semer la panique et se venger ainsi de ceux qui pensent à la réconciliation nationale et y sont favorables. Les extrémistes prétendent que 99 % de la population afghane les soutient. S'il en est ainsi, pourquoi tuent-ils leurs partisans dans les villages et les villes? Imaginez comment les extrémistes, s'ils prenaient le pouvoir, agiraient avec la population. Ce qu'ils cherchent surtout, en lançant des missiles, c'est à discréditer la politique de réconciliation nationale; en fait, ils ne peuvent supporter l'idée d'un programme de paix. Ce sont des voleurs de grand chemin qui pillent le pays, indifférents aux besoins les plus élémentaires de leurs compatriotes. Ils agissent ainsi pour affamer leurs compatriotes. De quelle sorte de résistance militaire s'agit-il donc là?

Se battent-ils contre le Gouvernement ou contre le peuple? Dans la plupart des provinces, la population a montré son héroïsme en refusant de se laisser voler. Nous sommes fiers de voir nos forces armées défendre la population et son acquis. Les ennemis ne sont parvenus à occuper aucune province importante et stratégique. Même si les provinces ont connu la guerre et l'ingérence extérieure, elles n'ont pas déclaré forfait. Notre intégrité n'en a été que renforcée. Alors que nos forces sont chargées de la protection des routes, des ponts et des institutions économiques et que les ennemis n'ont aucun sens des responsabilités, il nous faut mobiliser la population pour préserver les institutions d'Etat, défendre les villes et renforcer nos forces militaires qui luttent contre les extrémistes.

Six mois après la signature des accords de Genève et le départ des troupes soviétiques d'Afghanistan, on constate que les extrémistes ne sont pas en mesure de mettre en œuvre leurs sinistres plans dans les provinces stratégiques.

En nous fondant sur les objectifs de la politique de réconciliation nationale et sur notre doctrine militaire, qui est une doctrine de défense, nous avons introduit de nombreux changements. Nous avons par exemple évacué un certain nombre de services administratifs et de régiments des zones frontalières, afin que les réfugiés afghans puissent revenir chez eux et s'y installer en toute liberté. Nous nous sommes également retirés de certaines régions. Nous devons maintenant voir ce que les forces d'occupation y font. Elles se concentrent dans une ou deux provinces afin de les piller et d'attaquer nos forces. Après que les extrémistes eurent occupé plusieurs régions, ils ont reçu des coups mortels lors d'opérations de nettoyage menées par nos forces armées. Il faut qu'ils sachent qu'ils ne pourront gagner quoi que ce soit par la guerre car les forces armées de la République d'Afghanistan les disperseront sans pitié. Nous avons d'ailleurs maintenant équipé nos forces d'armes nouvelles et sophistiquées. La seule chance pour notre pays est un règlement politique, non un règlement militaire.

Une situation nouvelle existe depuis quelques mois; en effet, les partis et organisations politiques et les groupes armés afghans ont maintenant le choix suivant : soit ils coopèrent pour instaurer la paix et survivre, soit ils disparaissent.

Compte tenu de la situation actuelle en Afghanistan, il faut que toutes les forces concernées du pays collaborent. Pour assurer la paix et la sécurité, elles doivent entamer des négociations et un dialogue constructifs et veiller à l'application des mesures arrêtées. Il convient de faire preuve de sagesse et de réalisme politique et de trouver une nouvelle approche pour résoudre les problèmes du pays. Comme on peut le constater, le nombre de personnalités, d'organisations et de partis politiques intéressés par la paix s'accroît. On ne peut instaurer la paix en luttant l'un contre l'autre; il faut parvenir à un accord. Dans les conditions actuelles, aucune des forces nationales en présence ne peut rejeter les pourparlers et les négociations.

Il me semble clair que tant que tous les partis politiques ne s'assièront pas à la table des négociations, il ne sera pas possible de parvenir à un accord ni de garantir une paix durable. Il faut que toutes les forces tiennent compte des intérêts et de la sécurité des autres et adoptent une approche réaliste. Elles doivent régler leurs différends par des moyens pacifiques et sans recourir à la force.

Le Gouvernement de la République d'Afghanistan demande à la communauté internationale de soutenir les initiatives suivantes en faveur de la paix :

1. Le Gouvernement de la République d'Afghanistan demande au Conseil de sécurité de l'ONU d'examiner d'urgence la menace que les ingérences dans les affaires intérieures de la République d'Afghanistan et les violations des accords de Genève commises par le Pakistan représentent pour son intégrité territoriale et sa souveraineté nationale.

2. Le Pakistan violant les accords de Genève, la situation des réfugiés afghans en Iran et au Pakistan est devenue encore plus tragique. Ces pays empêchent par divers moyens le retour des réfugiés afghans dans leurs foyers. Nous lançons un appel à la communauté internationale pour qu'elle oblige le Gouvernement pakistanais à appliquer les accords de Genève.

3. En politique étrangère, l'Afghanistan a toujours suivi une politique de non-alignement et de neutralité. Ces principes sont inscrits dans la Constitution de la République d'Afghanistan. Mais il existe dans la région des forces qui cherchent à utiliser notre pays comme un tremplin pour agresser d'autres pays; ce faisant, elles veulent amener l'Afghanistan à abandonner sa politique de non-alignement et de neutralité. On ne saurait accepter que ces forces déterminent le destin de l'Afghanistan dans les capitales d'autres pays.

Pour étayer et garantir ce principe, nous proposons la convocation d'une conférence internationale sur l'Afghanistan, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Nous demandons au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Javier Pérez de Cuéllar, de bien vouloir organiser la conférence. A cette occasion, on pourrait examiner les points suivants :

- Etablissement du statut de neutralité de l'Afghanistan;
- Formulation d'un programme international détaillé pour assister le développement socio-économique de l'Afghanistan et créer un mécanisme pour le mettre en oeuvre;
- Fourniture de garanties internationales pour la défense des droits de l'homme en Afghanistan, y compris le droit de jouir de libertés étendues dans le domaine politique.

Etant donné les quantités considérables d'armes de toutes sortes qui ont été accumulées en Afghanistan durant 10 années de conflit, la question de la démilitarisation de l'Afghanistan, y compris la confiscation de toutes les armes dans le pays et leur restitution aux Etats qui les ont fabriquées, pourrait également être examinée, dans le but de créer un climat de confiance, d'écartier le spectre d'une guerre civile et d'établir une paix durable dans le pays. Cette proposition n'a pas uniquement un caractère national; elle a aussi une portée internationale et permettrait de créer un climat propice à la non-violence et à une vaste coopération internationale dans cette partie de l'Asie. A cet égard, il faudra prévoir des garanties internationales solides.

Notre objectif essentiel en présentant cette proposition est de faire en sorte que notre population n'ait plus à endurer la guerre et une lutte fratricide. Car, en 10 années de guerre, nous avons subi des pertes considérables. Les première et seconde guerres mondiales ont duré en tout huit ans alors que le conflit et les destructions en Afghanistan se poursuivent depuis déjà 10 ans. Dans ces conditions, les vrais fils de la patrie et les responsables qui ont réellement le souci du bien-être de l'Afghanistan et de son peuple doivent, en tant que forces politiques engagées, s'attacher à délivrer le peuple afghan de ces fléaux, placer cette mission au-dessus des considérations idéologiques, des intérêts de parti, de classe, de tel ou tel groupe ou secteur de la population, et éliminer les facteurs dangereux qui risquent d'engendrer des conflits ultérieurs.

4. Nous envisageons dans une optique positive la mise en place en Afghanistan d'un gouvernement de coalition largement représentatif et neutre, qui soit acceptable pour toutes les parties en cause. Ce gouvernement devrait avant tout

établir un dialogue entre toutes les parties, puis adopter et appliquer d'urgence des mesures sérieuses en vue de réunir une conférence sur la paix, d'instaurer un cessez-le-feu et d'en vérifier le respect, et déneutraliser les forces qui continuent à résister.

5. Notre gouvernement prépare actuellement un nouveau programme économique. Un grand nombre de chefs d'entreprise et de cadres commerciaux, y compris parmi les rapatriés, ont été sollicités pour encourager la croissance de l'économie nationale.

Nous souhaitons développer les relations économiques avec différents pays et, en même temps, établir des contacts avec des sociétés occidentales, encourager la création d'entreprises mixtes avec une participation occidentale et faciliter l'établissement des filiales communes en Afghanistan.

Les politiques financières, monétaires, douanières et de crédit tiendraient également pleinement compte des intérêts des sociétés privées dans les secteurs de l'industrie, des transports et des services commerciaux.

De cette tribune, je tiens à remercier chaleureusement, en mon nom propre et au nom de l'Etat et du peuple afghans, les dirigeants de l'Union soviétique, de la République fédérale d'Allemagne et du Japon pour l'accord qui prévoit l'octroi d'une aide de 600 millions de dollars par l'Union soviétique et d'une assistance des autres pays mentionnés au fonds des Nations Unies en vue d'assurer le redressement économique de l'Afghanistan. Il serait souhaitable que les Etats-Unis suivent l'exemple de l'Union soviétique en manifestant aussi leur bonne volonté, qu'ils respectent les impératifs humanitaires et les droits de l'homme, au lieu de fournir des missiles aux extrémistes, ou encore, en tant que pays civilisé, qu'ils contribuent à la reconstruction de l'Afghanistan en versant une aide au fonds des Nations Unies.

Chers compatriotes,

Après le rétablissement de la paix dans le pays, le développement socio-économique occuperait une place éminente dans le programme de la République d'Afghanistan. Nous appliquerions ce programme dans le contexte du plan de développement socio-économique du pays. Nous utiliserons toutes les capacités, les ressources internes et les apports internationaux disponibles pour créer des emplois, élargir l'accès à l'éducation et aux études supérieures, améliorer et protéger la santé des mères et des enfants, assurer la protection de la jeunesse, développer les travaux publics, construire des logements, exploiter les ressources souterraines, assurer l'approvisionnement en énergie, améliorer les transports et les communications, stimuler le commerce et garantir les investissements privés, fournir une aide aux paysans et aux propriétaires fonciers, et remettre en état les systèmes d'irrigation locaux. Nos compatriotes peuvent constater que les extrémistes, eux, n'ont pas de programme pour assurer le développement socio-économique du pays. Vous avez peut-être été témoins ou entendu parler des déprédations qui ont été causées par les extrémistes à Kunduz, Kunar, Takhar et dans d'autres régions du pays. Le Gouvernement de la République d'Afghanistan n'a pas l'intention d'appliquer une politique de revanche à l'égard d'individus ou de mouvements quelconques. Chercher à se venger n'est pas compatible avec la politique de réconciliation nationale. Toutes les forces d'opposition devraient être convaincues des aspirations pacifiques et humanitaires de l'Etat



Messieurs les membres de l'Assemblée nationale!

Alors que notre pays se trouve dans une situation difficile et délicate, la tâche des organes de l'Etat, et en particulier celle de l'Assemblée nationale, la plus haute instance législative du pays, a été clairement définie dans la constitution.

Tout d'abord, il faut que les députés comprennent bien quels sont les pouvoirs que la constitution a conférés à l'Assemblée nationale. Il n'appartient pas aux organes législatifs de remplacer les organes exécutifs. La tâche la plus importante d'un parlementaire est d'oeuvrer à la mise en oeuvre de la politique de réconciliation nationale et de chercher des moyens d'amener les forces d'opposition à négocier et à faire preuve d'esprit de conciliation. Des milliers d'Afghans qui sont les victimes des hostilités ont placé leurs espoirs en vous. Je pense que les vacances parlementaires seraient le moment le plus favorable à l'oeuvre de réconciliation.

Nous comptons sur les députés représentants du peuple, qui ont un rôle prééminent dans l'Etat et dans le gouvernement qu'ils procèdent aux consultations fructueuses qui sont essentielles pour assurer la paix et consolider les capacités de défense du pays ainsi que pour aider à faire appliquer les plans de l'Etat.

Dans les circonstances actuelles, notre principal souci est de faire respecter la légalité et de renforcer le système législatif. Nous savons tous qu'il faut nous attacher avant tout à consolider les bases juridiques et les fondements de la politique à mettre en oeuvre. Cela signifie qu'après la proclamation de la réconciliation nationale, des efforts systématiques sont nécessaires pour renforcer l'ordre et le système juridique et pour établir des fondements juridiques permettant de déterminer les droits et libertés des citoyens de même que leurs tâches et leurs obligations. C'est ainsi qu'après la proclamation du programme de paix, plus de 60 textes législatifs ont été promulgués, la plupart ayant trait à la garantie des droits et à l'énoncé des obligations des citoyens. Ces textes, et d'autres textes législatifs en vigueur, qui fondent notre action, témoignent de notre humanisme et de l'esprit humanitaire dans lequel nous abordons les problèmes à régler. Cela montre notre confiance dans le respect des lois et la primauté du droit dans la société.

Avec l'entrée en vigueur de la constitution en novembre dernier, un nouveau chapitre s'est ouvert dans la vie socio-politique de notre pays. La constitution a posé les fondements démocratiques et humains des libertés, droits et obligations des citoyens.

Je tiens à déclarer formellement que nos activités sont guidées par la constitution et les autres textes législatifs en vigueur dans le pays, qui sont pleinement conformes aux préceptes sacrés de l'Islam. Le remaniement du système politique et la mise en place des structures de l'Etat, y compris la création du parlement, la formation d'un gouvernement de coalition et la constitution de partis politiques - mesures adoptées conformément à la constitution - ont créé un nouveau climat qui permet de donner une forme concrète aux aspirations historiques de nos compatriotes, dans le cadre d'un gouvernement fondé sur l'ordre et la primauté du droit dans toutes les sphères de la vie sociale. Nos ennemis, toutefois,

qualifient d'unilatérales les mesures adoptées et tentent d'abuser, à des fins égoïstes, de la bonne volonté et de l'atmosphère de démocratie qui règnent dans la société. Il est donc nécessaire de proclamer à nouveau avec vigueur une série de principes pour prévenir tout malentendu. Je voudrais attirer très sérieusement l'attention de ceux qui servent l'Etat sur le système juridique de notre pays. Le droit et les lois tels que nous les percevons ne sont pas des concepts abstraits que l'on peut contester. Nous établissons un rapport entre droit et obligation et entre les droits des citoyens et leurs obligations. Il y a une nécessaire corrélation entre les uns et les autres. Nous considérons la démocratie dans le contexte de la situation politico-militaire actuelle. Dans la conjoncture présente, pratiquer la démocratie dans notre société signifie établir des conditions favorables à la pleine application de la politique de réconciliation nationale. D'où l'importance particulière de la tâche historique qui nous incombe, à savoir lutter contre les tentatives visant à créer du désordre, à diffuser des mensonges, à saper par d'autres moyens le pouvoir de l'Etat, et à discréditer la République d'Afghanistan. C'est pourquoi, conformément à la constitution et aux lois du pays, nous avons pris des mesures concrètes pour prévenir toute perturbation des conditions qui ont été établies grâce à la politique de réconciliation nationale et à la promulgation de la constitution. Ce faisant, nous devrions parvenir à faire appliquer totalement les lois du pays.

Je tiens à faire les observations suivantes à propos de deux dispositions de la constitution :

Conformément à l'article 4 de la constitution, l'Etat est tenu de défendre résolument l'indépendance, la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale du pays, ainsi que de maintenir la sécurité et les capacités de défense du pays. C'est pourquoi il nous appartient d'utiliser tous les moyens à notre disposition pour remplir ces objectifs.

La dernière clause de l'article 64 de la constitution comporte un principe important pour ce qui concerne les droits et leur mise en application. Elle peut donc servir de point de départ aux mesures concrètes qui sont adoptées pour renforcer le respect du droit et le système juridique dans le pays.

Dans ces circonstances, il nous appartient de lancer une vaste campagne contre les crimes qui sapent la structure de l'Etat et l'ordre social. Je voudrais mettre particulièrement l'accent sur l'importance de la lutte contre des crimes tels que sabotage, propagande belliqueuse contre l'Etat, activités organisées contre la sécurité intérieure et extérieure, et autres crimes dirigés contre l'Etat et contre les intérêts nationaux. Les organes chargés de faire respecter la loi doivent s'attacher à lutter en permanence contre de tels crimes. Je tiens en particulier à appeler l'attention des autorités chargées du maintien de l'ordre - en particulier les organes d'enquête et le ministère public - sur le fait que des individus qui se livrent à des activités illégales ne sont pas poursuivis dans des cas où il existe en droit une base tout à fait valable de poursuite.

Messieurs les députés,

Je saisis cette occasion pour m'adresser aux commandants des groupes à l'intérieur du pays.

La République d'Afghanistan a un message particulier pour vous. Vous avez aussi souffert des calamités résultant de 10 ans de guerre. Vous vous rendez certainement compte mieux que quiconque que la prise de pouvoir par l'une des parties n'entraînerait pas une cessation de la guerre mais au contraire l'intensifierait. C'est pourquoi le moment est venu de prendre part à la gestion du pays et, pour cela, d'engager des négociations en vue de trouver un terrain d'entente. Considérez cet appel comme un nouvel appel à négocier.

Je m'adresse à mes compatriotes réfugiés.

Les extrémistes ne vous proposent pas de rentrer au pays, au contraire, ils vous engagent à lutter contre vos frères. Revenir sur le territoire afghan pour faire la guerre est un crime contre le peuple. Ne permettez pas aux extrémistes de profiter de vous et de vous garder sous divers prétextes dans de torrides villages de tentes. A la suite de la signature des accords de Genève, ils ont intensifié les combats dans les villages et les localités pour vous effrayer et vous empêcher de retourner chez vous. Ils veulent vous dérober vos fils en les envoyant combattre et se faire tuer en Afghanistan. Ne laissez pas les extrémistes vous utiliser encore à leurs propres fins comme otages. Réfugiés, le pays vous attend. Revenez en paix dans vos foyers.

Je m'adresse maintenant respectueusement aux ulémas et aux religieux.

Ayant compris la nécessité de rétablir la paix dans le pays, accepté de faire d'énormes concessions et agi sur la base de la proposition faite par les ulémas, la République d'Afghanistan a proclamé la politique de réconciliation nationale. Mais nos ennemis profitent de notre bonne volonté et de notre désir d'instaurer la paix dans le pays. Ils désobéissent aux ordres d'Allah, le Tout-Puissant (qui a déclaré : "les musulmans sont frères; ils doivent vivre en paix entre eux") et ils se sont mis à tuer et à terroriser encore davantage la population innocente.

Nous avons tous été les témoins, au cours des deux derniers mois, de ces tragiques incidents qui ont touché tous les coeurs et tous les esprits. Parmi les victimes de cette roquette lancée par une main ignoble, cruelle et bestiale figuraient une mère et son enfant qui rentraient chez eux à la hâte, un marchand ambulant qui avait parcouru les rues toute la journée pour subvenir aux besoins de sa famille, un vieux croyant qui rentrait de la mosquée, un écolier qui travaillait à mi-temps dans une banque voisine pour se procurer de modestes revenus, enfin un fonctionnaire de l'Etat, un chauffeur, un cordonnier, un boutiquier, un apprenti mécanicien et des dizaines d'autres de nos concitoyens. Toutes ces personnes ont évidemment un père, une soeur, une épouse, ou plusieurs enfants. Elles sont toutes membres d'une famille et, en bref, toutes des soutiens de famille dont le rôle est de subvenir aux besoins de leur famille et de servir la société. Elles ne savent rien des complots diaboliques et de leurs conséquences tragiques. Les extrémistes perturbent le paisible sommeil d'enfants innocents et accélèrent les battements de leur coeur. En commettant leurs actions inhumaines, ils détruisent des vies humaines, allongent la liste des martyrs innocents et plongent des familles dans un deuil prolongé.

Ces incidents se répètent souvent à Kaboul et dans les provinces. Ils appellent cela "Djihad". Mais qu'est-ce que le "Djihad"? et "Djihad" pourquoi faire?

Dans un pays islamique où la population peut en toute liberté accomplir ses rites religieux et où l'appel à la prière ("Allah Akbar") s'entend dans toutes les mosquées, on ne peut appeler "Djihad" ces actions qui consistent à aviver le feu des hostilités entre deux frères musulmans.

Au cours de la bataille de Ghazwat-ul-Marwa, le grand prophète d'Allah, Mohemmad Mustafa, a ordonné à l'armée de l'Islam de ne pas tuer les femmes, les enfants et les vieillards des Kuffar (infidèles), de ne pas couper les dattiers et de ne pas détruire les habitations. Nous voyons aujourd'hui des musulmans tuer à l'aide de roquettes et autres armes lourdes leurs frères afghans innocents et s'enorgueillir de leurs activités ignominieuses.

Les Etats-Unis, par l'intermédiaire du Gouvernement pakistanais, ont mis entre les mains des saboteurs et des terroristes des millions de dollars pour dévaster notre pays. Notre population est à présent la cible des agressions des Etats-Unis ou de leurs partisans. Violant le commandement d'Allah, le tout-puissant, qui a déclaré "Oh musulmans tenez les promesses que vous avez faites", le Gouvernement pakistanais foule aux pieds la Charte des Nations Unies.

Dans cette situation, les docteurs de l'islam et les pieux religieux ont une mission plus importante que jamais. Conformément au précepte d'Allah qui a dit : "Parmi vous figure le groupe de ceux qui exhortent le peuple à accomplir de bonnes actions, et lui ordonnent de faire le bien et de s'abstenir du mal", nos dignitaires religieux ont le devoir de lancer des appels à la paix. Ce serait en effet une importante initiative dans la situation délicate que nous connaissons. Ils devront en particulier utiliser plus activement les chaires des mosquées et les autres lieux saints pour exhorter les Musulmans à la paix.

Nous avons pu assister récemment à la convocation, dans notre capitale, du glorieux Rassemblement islamique international tenu pour marquer l'anniversaire de la naissance du Prophète de l'islam. Ce rassemblement a témoigné une fois de plus du haut prestige dont notre Afghanistan bien-aimé jouit au sein de la famille des pays islamiques. Parmi les participants à ce rassemblement figuraient d'éminents dignitaires de pays islamiques tels que l'Egypte, l'Iraq, la Libye, l'Indonésie, l'Ouganda, le Yémen démocratique, l'Inde ainsi qu'un grand nombre d'ulémas appartenant à des organisations islamiques mondiales. Ils ont pu voir de leurs propres yeux de quelle manière vivait réellement notre peuple musulman et dénoncer les machinations, les mensonges et les insinuations auxquels se livrent par-delà les frontières les ennemis du peuple afghan.

Dans leurs entretiens et leurs interventions, les délégués ont appuyé sans réserve la position et la politique de la République d'Afghanistan vis-à-vis de la situation mondiale actuelle, la cessation de la guerre fratricide en Afghanistan, la mise en oeuvre de la politique de réconciliation nationale et la proposition présentée par l'Etat de la République d'Afghanistan d'avoir des entretiens avec l'opposition dans la ville sainte de La Mecque, siège de la Kibla (point vers lequel se tournent les fidèles). Ils ont promis, dans leur extrême sympathie à notre égard, de faire connaître à leurs peuples la réalité afghane et le processus de réconciliation nationale qui se déroule actuellement dans notre pays.

Vous, mes compatriotes, avez pu constater que pour marquer le Mila-u-Nabi, journée de grâce pour les Musulmans du monde entier, l'Etat de la République d'Afghanistan a organisé le Rassemblement islamique international auquel ont pris part les délégués des divers pays et organisations. L'Etat a honorablement marqué cette célébration. Le même jour cependant, les extrémistes tiraient 480 roquettes sur les villes de Kaboul, Kandahar, Samangan, Nangarhar, Ghazni, Logar et Paktia faisant 12 morts et 44 blessés et causant notamment la destruction de deux maisons. Voilà le genre d'actions inhumaines auxquelles l'opposition a recours dans le cadre de ce qu'elle appelle le "Djihad".

Vous, Ulémas, devez continuer à faire connaître la réconciliation et à diriger ce mouvement humanitaire et national. Notre action est en effet conforme aux préceptes du saint Coran.

Nous prions l'Organisation de la conférence islamique de contribuer à la réconciliation des forces hostiles en Afghanistan.

Jeunes de notre patrie, c'est vers vous que je me tourne à présent!

Vous êtes la force vive de notre société et c'est vous qui, les armes à la main, défendez actuellement notre patrie. Nos forces armées sont composées de jeunes et renforcées par des jeunes. C'est au nom de la jeunesse que s'effectue la défense du progrès, du développement, de la paix et de la vie en ces années difficiles de l'histoire de notre pays.

En dépit de la situation de guerre et des difficultés économiques, l'Etat de la République d'Afghanistan a jeté les bases d'un enseignement gratuit pour notre jeune génération tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Regardez-donc ce qui se passe chez nos voisins du Pakistan. Les familles des écoliers et des étudiants qui fréquentent les écoles publiques et les universités de ce pays doivent s'acquitter des frais de scolarité d'au moins 2 000 roupies (soit l'équivalent de 20 000 Afs). Dans les écoles et les universités privées, les frais sont de 30 000 Afs. Dans notre pays, au contraire, nous avons consenti de nombreux sacrifices, au cours de ces années difficiles, pour élever le niveau général des connaissances de notre jeune génération. L'enseignement public gratuit est désormais consacré dans la Constitution.

Face à la situation politico-militaire de notre pays, il est indispensable que les jeunes participent activement au renforcement de notre capacité de défense nationale. Tandis que s'intensifient les destructions, les complots des forces extrémistes et hostiles, les jeunes ne peuvent se tenir à l'écart des efforts visant à maintenir l'ordre et la sécurité de notre population pacifique.

Notre mission est à présent d'assurer la paix. Une fois que cet objectif sera atteint, nous pourrons lutter pour la maintenir et renforcer la coopération et la réconciliation nationales et les défendre avec enthousiasme et patriotisme.

Soldats, officiers et personnel des forces armées du pays!

Défendez votre patrie libre, indépendante, neutre et pacifique et protégez l'intégrité territoriale et l'indépendance du pays. Au cours des 10 dernières années, vous avez prouvé que les forces armées de la République d'Afghanistan sont

capables de défendre notre patrie. L'héroïsme de nos soldats à Qalat, Nangarhar, Ghazni, Kunar, Khost, Gardez, Herat, Kandahar et dans d'autres provinces est à jamais inscrit dans les annales de notre pays.

Généraux, officiers, soldats et personnel des forces armées de la République d'Afghanistan, vrais patriotes, vous êtes pour la République une source de fierté, tant sur terre que dans les airs.

Vos compatriotes ont plus que jamais placé en vous leur espoir pour que vous défendiez, en leur nom, la paix et la tranquillité.

Je m'adresse aux vrais patriotes qui ont choisi la voie de la réconciliation :

Jusqu'à présent, nous n'avons épargné aucun effort pour assurer la paix et la tranquillité. Nous ne sommes pas seuls dans cette lutte. Comment pourrions-nous nous sentir seuls dans cette lutte noble et humanitaire que le peuple afghan appuie sans réserve? Nous avons des partenaires puissants, des camarades et des amis internationaux qui luttent également pour la cause de la paix.

Mais l'amour de la paix n'est pas suffisant, il faut lutter pour l'affirmer. Nous avons besoin en permanence de l'aide du peuple musulman d'Afghanistan. Il ne faut pas permettre la répétition d'un événement qui s'est passé il y a 59 ans et qui a eu de graves conséquences historiques. Nous le regrettons encore aujourd'hui. Le moment est donc venu de manifester notre appui et de renforcer notre défense pour ne pas avoir de remords à l'avenir. Les sacrifices d'aujourd'hui seront l'honneur de demain.

Nous, qui avons essayé d'obtenir le retour des troupes soviétiques, avons agi correctement, car nous nous appuyons sur notre peuple et nos forces armées, et cela constitue notre fierté nationale. La protection de l'honneur national et de la dignité du peuple est notre devoir.

Selon des rumeurs occasionnelles, j'aurais déclaré que le Président de la République d'Afghanistan était prêt à abandonner la lutte au profit de la réconciliation nationale. Nous n'abandonnerons jamais la lutte pour l'instauration de la paix et de la sécurité pour notre peuple. La voie que nous suivons est honnête et juste. Nous poursuivrons cette lutte sacrée pour assurer la paix et la tranquillité de notre peuple. Lorsqu'il s'agit d'assurer sa tranquillité, sa paix et sa prospérité, nous n'épargnerons pas notre propre vie. Des révolutionnaires ont montré l'exemple dans notre pays et dans d'autres. En revanche, nous observons que les opposants élaborent différents plans et proposent différentes formes de gouvernement. Ils disent qu'ils ne veulent rien pour eux-mêmes, mais qu'ils agissent uniquement pour le bien et le bien-être du peuple afghan. Cependant, derrière ces belles paroles, se cache leur véritable dessein qui est de parvenir au pouvoir et de former différents gouvernements. Ces affirmations sont-elles dignes de ceux qui se disent des personnalités politiques et des dignitaires et qui clament des slogans de paix?

Cependant, nous déclarons qu'il faudrait établir en Afghanistan un gouvernement reposant sur une large base, qui soit acceptable pour le peuple afghan et qui soit capable de rassembler toutes les forces en vue d'instaurer la paix. Ce

gouvernement aura surtout le devoir de déclarer le cessez-le-feu et de le faire respecter. Il devra convoquer une conférence et préparer la tenue d'élections et du Loya Jirgah. Cependant, les opposants préféreraient prendre le pouvoir avant l'instauration de la paix et sacrifier la paix au profit du pouvoir. Ils subissent des pertes tous les jours, mais ils continuent à rêver de leur type favori de gouvernement. Tout gouvernement sera voué à l'échec dès le début s'il ne considère pas comme une réalité le système politique actuel de l'Afghanistan, c'est-à-dire le Parti démocratique populaire afghan, le Gouvernement de la République d'Afghanistan, les forces armées du pays, les organisations sociales s'occupant des jeunes et des femmes, les syndicats et les autres institutions existantes. Ils devraient tous en être conscients et, au lieu de rêver et de se comporter subjectivement, ils devraient être réalistes et admettre la vérité.

Ils nous disent : "Nous voulons la paix, mais vous devez nous remettre le pouvoir au profit des autres forces". Ils nous disent cela alors que l'une des conditions de la politique de réconciliation nationale que nous avons formulée est la suppression du monopole du pouvoir. Nous avons abandonné le monopole du pouvoir exercé par le Parti démocratique populaire afghan dans l'intérêt de la paix, de sorte qu'un gouvernement qui puisse défendre la paix sur des bases objectives soit formé. L'instauration et la défense de ce principe sont difficiles.

Ce n'est qu'avec la participation au Gouvernement de toutes les parties et organisations sociales et politiques qu'on obtiendrait la coalition nécessaire pour éteindre le foyer de la guerre.

Chers compatriotes,

Faites de la réconciliation l'aspect principal de votre vie, soyez les dirigeants authentiques de la réconciliation nationale, appuyez le processus de paix avec fermeté et résolution en défendant la vie pacifique du peuple. Défendez les mosquées, les lieux saints, les lycées, les écoles et les jardins d'enfants contre les attaques extrémistes, et ne vous laissez pas influencer par l'esprit de capitulation.

Du point de vue de l'islam, la mort est un phénomène inévitable pour les organismes vivants, et en particulier pour les êtres humains. Dieu tout-puissant a dit : "La mort vous trouvera où que vous soyez, même dans un endroit fortifié".

Cependant, la mort viendra d'Allah. C'est Allah qui fixera le moment. Rien ne pourra changer sans la volonté du Tout-Puissant. Par conséquent, la mort que nous, musulmans, nous appelons "Ajal" (l'heure fixée de la mort) surviendra selon la volonté et le pouvoir du Tout-Puissant, sans une seconde de retard. "Lorsque leur 'Ajal' arrive, ce moment ne peut être ni retardé ni avancé" (traduction d'un verset du Coran). Par conséquent, nous devons sauver, sans craindre la mort et en nous en remettant à Allah tout-puissant, notre pays bien-aimé des attaques et agressions répétées, meurtrières et destructrices. En nous unissant, nous devons sauvegarder la sécurité des villes et des provinces, y compris de Kaboul, la capitale de notre pays qui a une histoire ancienne brillante, contre les attaques des extrémistes. Nos chers compatriotes ne devraient plus rester indifférents et se comporter en spectateurs face aux massacres sans pitié de femmes, de vieillards, d'enfants et de jeunes, qui sont victimes des tirs de roquettes et d'armes lourdes.

Inspirons-nous des enseignements de notre religion sacrée, de notre histoire nationale féconde en grandes épopées ainsi que des traditions, des coutumes et des sagas de nos ancêtres, qui ont déterminé valeureusement et virilement le cours de notre histoire depuis 5 000 ans et ont défendu la sécurité, l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale de notre Afghanistan bien-aimé.

Les extrémistes proclament que le peuple afghan ne peut pas préserver la vie et la sécurité de sa patrie sans la présence de troupes militaires de l'Union soviétique. Cependant, avant l'assistance militaire de l'Union soviétique, le peuple courageux de l'Afghanistan n'avait-il pas constamment défendu son pays? Et l'Afghanistan n'avait-il pas toujours été un pays libre et fier? N'étaient-ils pas afghans ceux qui ont préservé à maintes reprises la liberté et l'intégrité territoriale du pays en versant leur propre sang, ont assuré fermement la défense de la patrie et l'ont transmise aux générations suivantes?

Ne vous laissez pas influencer par la propagande des extrémistes, unissez-vous pour défendre les villes et assurer la sécurité de Kaboul et des provinces, tout comme les habitants courageux de Balkh et d'autres villes sont parvenus à une unité étroite et fiable pour défendre et préserver, par différents moyens, la sécurité, la souveraineté de l'Etat, la vie des habitants et l'ordre de leur vie socio-économique. Grâce à cette action patriotique et noble, ils ont sauvé des femmes, des enfants et des vieillards, des mosquées, des vergers, des terres agricoles, des écoles, des établissements industriels et d'autres institutions de services publics, en les protégeant des attaques et des agressions ainsi que des missiles et des roquettes tirés par des extrémistes hystériques et barbares.

Chers compatriotes,

Malgré tous les problèmes, les concessions, les appels lancés par l'Etat et les facilités qu'il a offertes, nous avons tous souffert de décès et de destructions depuis la proclamation de la politique de réconciliation nationale, qui a pour objet d'instaurer une paix tant désirée. Nous l'avons fait en espérant que la cause islamique, afghane et humaine de la paix ne serait pas affectée par une telle approche. Pendant toute cette période, nous avons toujours fait les premiers pas sur la voie de la paix. Cependant, si les extrémistes répondent par le feu à ces mesures pacifiques, nous devons leur donner une réponse appropriée. Comme l'ordonne le Coran : "Envahissez de la même manière ceux qui vous ont envahis".

A l'instigation d'étrangers, les extrémistes, en adoptant des mesures aventureuses et confuses, nous ont obligés à leur apprendre que le peuple et le Gouvernement de la République d'Afghanistan, fortifiés par la foi et la confiance en leurs anciennes traditions qui ont toujours été une manifestation de courage et de virilité, sont capables et resteront capables de se défendre.

La sécurité est indivisible. Une coopération universelle et loyale est indispensable à la sécurité.

Avant tout, vous ne devez pas permettre aux destructeurs et aux terroristes d'opérer dans les villes. A cause de leurs bombardements, des civils, y compris vos enfants et vos parents, seraient massacrés. Vous devez transformer chaque



ville et chaque quartier résidentiel en une forteresse inexpugnable. Saisissez toutes les occasions pour renforcer la fierté des forces armées de la République d'Afghanistan. Il faut être ferme et supporter les épreuves dans l'intérêt de la paix.

Il existe dans chaque ville une quantité suffisante d'armes et de munitions pour organiser la défense, des forces armées et des groupes civils militarisés. Ils peuvent parvenir aux objectifs fixés grâce à leurs efforts communs.

En faisant des concessions et en offrant la réconciliation, nous avons effectivement démontré à tous les peuples du monde notre flexibilité, notre démocratie et notre volonté de régler les problèmes d'une manière pacifique et philanthropique.

Chers compatriotes,

Nous savons que votre tâche est difficile. La fatigue vous accable, vos enfants souffrent de la pauvreté et des maladies. Vous avez de nombreux ennemis, mais il faut lutter pour obtenir la paix et la sécurité, qui est votre bien fondamental. Préservez et défendez la liberté.

Nous pouvons sauver l'Afghanistan et son peuple de la destruction et de la guerre en maintenant l'unité de toutes les forces nationales et patriotiques, quelles que soient leurs opinions politiques et leurs différences raciales, tribales et autres. Nous rappelons à ce sujet les excellentes traditions et les conseils de nos ancêtres.

En étant conscients des hautes responsabilités nationales qui nous incombent face à l'histoire et à la patrie, je demande à tous les opposants armés, aux réfugiés et à tous les compatriotes d'entamer des négociations directes dans l'intérêt de la paix. La victoire sera atteinte avec de la patience, de la fermeté et de la persistance.

Nous souhaitons l'instauration de la paix et de la tranquillité dans notre Afghanistan bien-aimé.

Allah nous aidera.

-----